

E quinze du courant, environ Assemblée dix mille indiens des tribus de de dix mille la Colombie Anglaise, se réuniront indiens à Kanloop. Là, ces aborigènes, que l'on accusait d'anthropophagie, il n'y a pas longtemps, discuteront de leurs intérêts, dans une assemblée monstre. La cheville ouvrière du mouvement social que nous signalons, est le chef des indiens Capilatos, vieillard de 70 ans qui possède assez bien les langues anglaise et française, ainsi que sept idiomes indigènes. Les indiens du Nord-Ouest canadien ne sont pas, paraît-il, satisfaits des limites de leurs réserves. Aussi, se proposent-ils d'envoyer un délégué, porteur d'une requête, auprès de Sa Majesté Edouard VII. Après cela, qu'on vienne nous dire que le progrès est un vain mot.

L'agrandis- A PPAREMMENT, les autochto-nes du Canada, sans cesse refoulés par la civilisation vers les de Montréal terres inhabitées, ne sont pas les seuls à se trouver à l'étroit chez eux. En effet, Montréal, dont la population fait sans cesse boule de neige, tend à absorber dans ses limites les municipalités des banlieues qui lui sont limitrophes. Sans nul doute, celles-ci finiront par croire aux lois de l'attraction universelle, et, se soumettront ? l'inévitable, c'est-à-dire au "greater Montreal", comme on dit déjà du "greater New-York". Du moins, c'est ce que pense M. l'échevin Lavallée, qui pronostique cette absorption à bref délai, entrevoyant pour Montréal une des premières places parmi les grandes cités de ce continent.

Et, nous sommes de son avis, étant données les vastes proportions qu'a pris notre métropole, surtout depuis une décade. En vérité, ne rions pas trop des gens qui, exagérant un peu, peut-être, prétendent que Montréal finira par occuper toute l'île qui porte ce nom.

Politique et hygiène publique

UAND les loi de l'hygiène publique, dont l'inviolabilité devrait être de rigueur pour tous, se trouvent contrecarrées par

les aberrations d'une politique de clocher, il n'en résulte rien de bon. C'est précisément ce qui vient d'être constaté, une fois de plus, à l'occasion de l'incident des Sept-Iles, situées—comme l'on sait—près la rive gauche, et nord en même temps, de l'estuaire du Saint-Laurent. Des élections municipales ayant eu lieu en janvier dernier dans cette petite circonscription électorale, le parti auquel échut le pouvoir - on prétend qu'il y eut des manoeuvres déloyales, etc., nous n'en voulons rien savoir - ce parti, disons-nous, n'eut pas l'heur de plaire à la majorité des électeurs. A la tête des heureux politiciens se trouvait le Dr Ross qui est l'officier de santé des Sept-Iles. Or, une épidémie de variole, panachée de diphtérie ayant été à redouter aux Sept-Iles, le Dr Ross prit les mesures sanitaires prescrites par les règlements. La population n'en tint pas compte et déchira les placards de mise en quarantaine de certaines demeures. Bref, il y eut désordre à Landerneau. Le brise-glace "Montcalm", parti de Québec, dût se rendre une première fois aux Sept-Iles, pour y porter du sérum, et, une deuxième fois, pour mettre de l'ordre au sein de la population, aussi surexcitée que mal avisée dans son attitude antihygiénique. Heureusement toute l'épidémie s'est bornée à un cas de diphtérie et à quelques cas des rougeole. Quant à l'ordre, il est actuellement rétabli. Tout est bien qui finit bien.

DE ces richesses la plus considérichesses rable est celle qu'offre à l'adu sol griculture la surface arable du Docanadien minion, il n'empêche que les dessous de l'écorce terrestre de ce pays recèlent des trésors dont l'avenir prouvera la valeur colossale. On peut du reste s'en faire une idée à la lecture du dernier rapport — statistique préliminaire, 2 mars 1906 publié par la section des mines du service géologique du Canada. De ce rapport il appert que, en 1905, furent extraits dans ce pays divers minéraux valant \$68,274,707, ainsi répartis:

Minéraux métalliques . . . . . . \$37,150,830 Minéraux non métalliques . . . . . \$31,123,877 total auquel il faut ajouter \$300,000 relevant d'une production non encore confirmée au gouvernement. Quant à la production de l'or canadien, elle n'a été

en 1905 que de \$14,486,833, c'est-à-dire inférieure d'environ \$4,000,000 à celle de 1903. L'or excepté, les autres minéraux ont donné des plus-values fort encourageantes. De tels résultats industriels expliquent, plus que toute autre chose, l'affluence des capitaux américains au Canada.

'ALLUSION que nous venons de L'Ouest L faire ressortissait depuis quelcanadien et ques années, d'une évidence à peine nos voisins voilée. A l'heure présente, on pourrait, sans nuire à la vérité, y aller d'une affirmation. N'étais-ce pas la semaine dernière, qu'on prêtait l'intention à M. James J Hill — un des magnats des chemins de fer américains, et président du Great Northern — de faire construire plus de 3,000 milles de voies ferrées dans l'ouest du Dominion, et d'y développer ses intérêts encore plus que ceux qu'il possède aux Etats-Unis? Si tel est, le projet de M. Hill, il prouve combien on a confiance dans des milieux bien informés, en l'avenir du Canada; et aussi, combien plus entreprenants que nous, ou que nos cousins d'Angleterre, sont les yan-

PAISANT une juste restriction quant aux devoirs religieux, Léthargie lesquels d'ailleurs ne sont point en dominicale cause, nous ne pouvons qualifier autrement que de léthargie dominicale l'état de passivité civique que le projet de loi fédérale, proposé par l'honorable M. Fitzpatrick, infligerait aux habitants de ce pays s'il était voté. Ainsi, il est dit

kees brasseurs d'affaires.

dans ce projet :

"Il sera interdit de vendre quoi que ce soit le dimanche.
"Tout travail sera interdit le dimanche, excepté les

travaux d'urgence ou relatifs au culte.

Le service ordinaire deschemins de fer et des navi-

"Le service ordinaire des chemins de fer et des navires sera interrompu le dimanche.

"Il sera interdit de prendre part ou d'assister à tout tournoi ou à toute partie sportive, ou à toute représentation où un prix d'entrée sera exigé.

"Les excursions de toutes sortes, où un prix de transport est exigé, seront interdites le dimanche.

"Défense d'annoncer de quelque manière que ce soit une chose interdite par la présente loi

une chose interdite par la présente loi.

"Le tir à la cible et l'usage d'armes à feu sont prohibés le dimanche."

Dans maints pays catholiques que nous avons parcourus dans le nouveau et l'ancien monde, l'Eglise, les devoirs qu'elle recommande étant observés, ne s'oppose nullement aux jeux, promenades, distractions honnêtes et petits négoces du dimanche, pourquoi M. Fitzpatrick souhaite-t-il davantage? Outre que le Canada ressentirait énormément la suppression des services publics du dimanche, nous croyons que l'apparente passivité du public engendrerait, ce jour-là, dans le huis-clos son corollaire, mille violations de la loi, pires que tout ce qui existe. Le conseil municipal de Montréal, très sagement, l'a compris, quand, sur proposition de l'échevin Honoré Mercier, à l'unanimité, il a demandé que le projet de loi Fitzpatrick soit rejeté. Avec la masse de nos concitoyens nous sommes de cet avis.

A législature de l'Iowa, Etats-Les mono-L Unis, a donné tout dernièrepoles battus ment un exemple qui mérite d'être en brèche suivi. Se rendant compte de la plaie sociale que sont les monopoles, et vus les agissements de la "Standard Oil Coy", les députés de l'Iowa, par un vote de 66 contre 13 ont enrayé ses inhumaines manoeuvres. On sait que la "Standard Oil Coy", le plus puissant des "trusts", baissait ses prix dans certains districts, pour y tuer les petites industries ses concurrentes, quitte à les élever ailleurs pour compenser ses pertes volontaires. Rien n'est plus inique, et partout la loi devrait mettre fin à cet état de choses. Nous sommes heureux de constater qu'il commence à en être ainsi au Canada et, à cette effet, nous prions nos lecteurs de lire la matière de la dernière page de la couverture de ce numéro de l'Album.

Une pension SI on l'ignorait, nous l'appren-pour les SI on l'ignorait, nous l'appren-drions, Terre-Neuve est une vieillards de colonie qui a lieu d'être fière de ses Terre-Neuve finances. M. Bond, son premier ministre, en a conscience, lorsqu'il annonce un excédent annuel de \$150,000 à \$200,000. C'est beau,

mai ce qui l'est encore plus c'est l'emploi que les législateurs de Terre-Neuve vont faire de cette somme. Par un vote unanime, ces messieurs - socialistes de bon aloi, sans le savoir peut-être - entendent se servir de ce surplus des fonds de la colonie pour pensionner les vieillards pauvres, leurs commettants. Superbe, n'est-ce pas? Bien loin du fameux médecin américain qui réclamait, naguère, un coup de tomahawk sur le crâne des hommes ayant passé la soixantaine! Très sincèrement nous faisons hommage de notre admiration aux gens de Terre-Neuve, désirant pouvoir en dire autant au plus tôt: et du Canada et de l'humanité civilisée.

Le Salon de Montréal C OMME nous écrivons ces li-gnes, le Salon de Montréal bat son plein. Charmant et encourageant pour l'art de ce pays, le

coup d'oeil qu'il offre aux dillettanti du crayon ou des gammes de la palette. Il est entendu que nous ne prétendons pas porter un jugement sur ce Salon, plusieurs raisons nous en empêchant, cependant, on voudra bien nous passer quelques simples remarques. D'abord, en profane, nous offrons nos félicitations aux bons artistes canadiens: MM. Brymner, Cullen, Dyonnet, Harris, Beau, Gill, St Charles, Franchère, Matthews, S. Côté, etc., entre autres, dont, toujours en profane, les tableaux actuellement exposés nous ont fait plaisir. Une chose nous a frappé au Salon dont nous parlons, c'est l'absence de grandes compositions, vraiment mûries, magistralement exécutées. Certes, le talent des artistes susmentionnés pourrait les aborder, ces grandes machines. Ils n'en font rien, parce que, paraît-il, le marché montréalais se contente de pochades, d'études et de tableaux de petites dimensions, mais tout de même de valeur. La constatation est pénible à faire, et peu flatteuse pour nos amateurs de peinture, qui vont payer fort cher à l'étranger des toiles inférieurs, assez souvent, à ce que pourraient leur offrir nos artistes canadiens. Quand donc cette manie d'exotisme recherché prendra-t-elle fin ? N'est-il pas temps, enfin, d'encourager des talents qui, avec un peu d'aide, produiraient des oeuvres dont le Canada se glorifierait? Allons, un bon mouvement, Messieurs de la Bourse, et laissez tomber un peu de cet or qui vous coûte si bon marché, dans l'escarcelle des poêtes broyeurs de couleurs. Si vous saviez combien il rendrait les ateliers agréables, combien il ferait trouver beaux les rayons de lumière où parfois passe le génie?

Les droits des auteurs au Canada

RACE à l'initiative et à la per-U sévérance de quelques littérateurs canadiens-français, parmi lesquels nous avons le plaisir de nom-

mer, en tout premier lieu, notre confrère M. Louvigny de Montigny, directeur de la Gazette Municipale de Montréal, et maître Germain Beaulieu, avocat, la question du droit des auteurs français au Canada, paraît enfin réglée. En effet, dans un jugement qui servira de précédent, le 23 mars, l'honorable juge Fortin, siégeant en Cour Supérieure, a établi que la fameuse convention de Berne, régissant les droits des auteurs, est en vigueur au Canada. L'action judiciaire qui a motivé le jugement dont il s'agit, fut intentée contre la Compagnie générale de reproduction littéraire de Montréal, par le célèbre romancier français Jules Mary, dont cette compagnie reproduisait l'ouvrage portant titre: "Tante Berceuse", sans son autorisation préalable. M. Jules Mary a eu gain de cause, sans restric-

"Il n'y a aucun doute, contlut le juge Fortin, que la convention de Berne est en vigueur au Canada, en ce sens qu'elle lie le Canada comme le Royaume-Uni lui-

On ne saurait être plus clair, plus affirmatif,

A l'oeuvre donc, dès maintenant, les talentueuses plumes canadiennes-françaises. Peut-être fin1 rez-vous par faire vivre ceux qui vous manient: soit par goût, soit par nécessité. Que, si dans l'avenir le succès couronne vos efforts, vous le devrez en grande partie aux nobles coeurs et aux intelligences qui vous auront ouvert le champ de vos exploits. Sachez les en remercier.

L. d'ORNANO.